

LETTRE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE N° 371

Lettre du lundi 17 février 2020

L'EDITO

Pacte productif, réforme de la taxe d'habitation et nouvelle étape de la décentralisation : l'équation délicate du gouvernement.

Annoncé par le président de la République en avril 2019, le Pacte productif vise à construire un nouveau modèle français respectueux de l'environnement pour atteindre le plein emploi, tout en remettant en cohérence les différentes initiatives déjà lancées.

Le Pacte productif entend ainsi participer à l'objectif de plein emploi, travailler à des mesures complémentaires pour améliorer la compétitivité de l'industrie et permettre de nouvelles créations d'emplois.

Dans la foulée de l'annonce du président de la République au printemps dernier, une note du Conseil d'analyse économique (CAE) publiée en juin 2019, considère que les impôts qui frappent la production à savoir la Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et la cotisation foncière des entreprises (CFE) sont « les plus nocifs » car ils augmentent le seuil de rentabilité nécessaire à la survie de l'entreprise.

Le MEDEF et le Conseil national de l'industrie (CNI) ont logiquement proposé en conséquence une « trajectoire de baisse » de la fiscalité de production.

Au Cabinet de **Bruno Lemaire** qui travaille à la « finalisation » du Pacte productif, on reconnaît que les régions pourraient avoir la possibilité d'alléger la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui rapporte 17,7 milliards par an et qui est acquittée par les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 € HT. Certes, dans les DROM, les entreprises bénéficient d'abattements importants (mais plafonnés) sur les impôts de production... mais il n'en demeure pas moins qu'ils sont une source de financement des collectivités locales dont le rapport Patient-Cazeneuve souligne que leurs « *difficultés budgétaires interpellent par leur ampleur et leur généralisation* ».

Si on peut se féliciter de mesures qui vont dans le bon sens car elles améliorent la compétitivité des entreprises, l'alignement des planètes avec une éventuelle réforme de l'octroi de mer qui inquiète beaucoup les élus locaux et la réforme de la taxe d'habitation, met le gouvernement devant une équation difficile à résoudre.

Et comme si cela ne suffisait pas, la circulaire du premier ministre adressée aux préfets dans le cadre de la préparation du projet de loi 3D (« décentralisation, différenciation et déconcentration ») qui vise à ouvrir une nouvelle étape de la décentralisation n'évoque pas de manière spécifique le cas des collectivités ultramarines relevant de l'article 73 et 74... On peut certes supposer une volonté de ne pas entrer, à ce stade et par ce véhicule, dans la problématique institutionnelle ultramarine complexe mais il n'empêche que le sujet devra bien être abordé. A suivre...

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Un rapport parlementaire fait des propositions pour les futures retraites en outre-mer

Un rapport parlementaire portant sur l'application en outre-mer de la future réforme des retraites préconise de mettre en place «un comité de négociation et de suivi» pour l'élaboration des ordonnances qui devront adapter la réforme aux territoires ultramarins.

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/un-rapport-parlementaire-fait-des-propositions-pour-les-futures-retraites-en-outre-mer-20200210>

Les députés martiniquais reçus par le ministère de l'Education

Serge Letchimy et **Josette Manin** ont été reçus au ministère de l'Education concernant la réforme des retraites qui continue d'agiter le climat social en Martinique. Ils ont obtenu la suspension des suppressions de postes et le report des épreuves du bac.

<https://www.rci.fm/martinique/infos/Education/Les-deputes-martiniquais-recus-par-le-ministere-de-lEducation>

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Sébastien Lecornu à la rencontre des élus de la Guadeloupe

Le ministre des Collectivités locales, **Sébastien Lecornu** était en Guadeloupe du 12 février au 14 février. Une rencontre avec les élus guadeloupéens s'est tenue autour du projet de loi "décentralisation, différenciation et déconcentration".

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/sebastien-lecornu-rencontre-elus-guadeloupe-799719.html>

Sécurité en Outre-mer : le gouvernement annonce des renforts de policiers supplémentaires en Martinique

Dans un communiqué commun, les ministres de l'Intérieur **Christophe Castaner** et des Outre-mer **Annick Girardin** ont annoncé l'envoi de moyens supplémentaires pour «assurer la pleine sécurité de la Martinique». Ces renforts supplémentaires, selon le gouvernement, ont pour objectif de lutter contre la violence qui sévit dans le territoire.

« La sécurité outre-mer est une priorité de mon action, avec **Laurent Nuñez**. Nous ne laisserons pas la violence s'installer. Nous ne baisserons pas les bras. Ces renforts sont une preuve supplémentaire de notre engagement sans faille », a déclaré **Christophe Castaner**. Ces renforts supplémentaires interviennent quelques semaines après la tenue d'une conférence de sécurité outre-mer fin janvier. (Outremers360)

Le Secrétaire général de la mer à La Réunion du 11 au 14 février 2020

Denis Robin, préfet, Secrétaire général de la mer était en déplacement à La Réunion du 11 au 14 février 2020. Ce déplacement s'est inscrit dans le double objectif de rencontrer les acteurs locaux de l'action de l'État en mer (AEM) et de promouvoir le développement de l'économie bleue.

<https://freedom.fr/le-secretaire-general-de-la-mer-a-la-reunion-du-11-au-14-fevrier-2020/>

Conférence nationale du handicap : l'outre-mer en marge ?

De nombreuses mesures ont été annoncées mardi 11 février lors de la conférence nationale du handicap. Ces mesures s'appliquent dans toute la France, mais Outre-mer, il faut déjà pouvoir rattraper le retard.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/conference-nationale-du-handicap-outre-mer-marge-799155.html>

CEE : douze nouveaux programmes dédiés à la mobilité et l'Outre-mer

Le 7 février, la ministre de la Transition écologique, **Élisabeth Borne** a annoncé avoir retenu douze nouveaux programmes dédiés à la mobilité et à l'Outre-mer, dans le cadre des certificats d'économies d'énergie (CEE).

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/cee-douze-nouveaux-programmes-dedies-mobilite-outremer-34975.php4>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

La CTG signe un pacte d'octroi de mer avec les socioprofessionnels

Denis Burlot, 2ème vice-président délégué au développement économique et à la fiscalité de la Collectivité territoriale de Guyane, a organisé le mardi 11 février 2020, une réunion de concertation concernant le pacte d'octroi de mer avec les organisations socio-professionnelles du monde économique du territoire.

<http://outremers360.com/economie/guyane-la-ctg-signe-un-pacte-doctroi-de-mer-avec-les-socioprofessionnels/>

24ème Conférence des RUP : inquiétudes sur le financement européen

La 24ème Conférence des Régions Ultrapériphériques (RUP) s'est achevée à Saint-Martin en mode combatif. Les Présidents ont manifesté leur inquiétude face à une Europe dont les nouvelles priorités pourraient réduire la place et les fonds accordés à nos régions ultramarines.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/saint-martin/24eme-conference-rup-inquietudes-financement-europeen-798329.html>

Mayotte : la commande publique doit être plus vertueuse afin de permettre un développement serein

Le plan de convergence se met progressivement en place ce qui implique que la commande publique pourrait rapidement augmenter, les entreprises locales pourraient en tirer profit.

<http://www.linfokwezi.fr/la-commande-publique-doit-etre-plus-vertueuse-afin-de-permettre-un-developpement-serein/>

Numérique en outre-mer : la CTM lance la deuxième édition du concours Fanm Digital

Après le succès de la première édition l'année dernière, la Collectivité territoriale de Martinique a ouvert les inscriptions au concours Fanm Digital ayant pour objectif d'identifier, de primer et d'accompagner les meilleurs projets de création ou de développement d'entreprises digitales menés par une femme.

<http://outremers360.com/fil-info-appli/numerique-en-outre-mer-la-ctm-lance-la-deuxieme-edition-du-concours-fanm-digital/>

Le plan d'urbanisme directeur de Nouméa adopté par la province

L'assemblée de la province Sud a validé le PUD de Nouméa. Un nom codé, et un ensemble complexe de règles, qui correspondent à une dimension essentielle de la vie municipale : le plan d'urbanisme directeur ne régit rien de moins que les constructions en ville. Et sa révision est en cours depuis courant 2016.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/province-sud/noumea/plan-urbanisme-directeur-noumea-adopte-province-799845.html>

La Collectivité de Saint-Martin lance ces travaux pour renforcer l'attractivité économique de l'île avec Business France

Suite à la signature de la convention de partenariat entre la Collectivité de Saint-Martin et Business France, la Collectivité travaille actuellement sur la visibilité du territoire auprès d'investisseurs étrangers.

<http://outremers360.com/economie/la-collectivite-de-saint-martin-lance-ces-travaux-pour-renforcer-lattractivite-economique-de-lile-avec-business-france/>

DU CÔTÉ DE LA COMMISSION EUROPEENNE

La Commission européenne lance un fonds « BlueInvest » en faveur de l'économie bleue

Virginijus Sinkevičius, Commissaire à l'Environnement, aux Océans et à la Pêche, a annoncé lors de la conférence BlueInvest Day, mardi 4 février, le lancement d'un fonds de placement en faveur de l'économie bleue, doté d'une enveloppe de 75 millions d'euros.



Feamp : un appel à projet sur la pêche durable

Le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (Feamp) lance un appel à projets national associant la protection de la biodiversité et la pêche, dans le cadre d'activités de pêche durable.

<https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/peche/35957-feamp-un-appel-projet-sur-la-peche-durable>

RAPPORTS, ETUDES ET AVIS

Région Guadeloupe : publication du rapport développement durable, outil d'évaluation de la politique publique

<https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/le-rapport-developpement-durable-outil-devaluation-de-la-politique-publique/#>

VIE DE LA FEDOM

L'outil d'évaluation FEDOM des délais de paiement est toujours en place

La FEDOM a mis en place depuis quelques mois un outil innovant permettant l'évaluation en ligne des délais de paiement des factures des entreprises par les acheteurs publics. Son objectif : quantifier le volume des créances dues et les délais moyens de paiement réels. Les résultats obtenus nous permettront de dresser une cartographie de la dette réelle à l'égard des entreprises par territoire, par collectivité et par type d'acheteur. Cet outil mis en place par les équipes techniques de la FEDOM ne sera pleinement efficace que s'il est renseigné par un maximum d'entreprises ; merci à tous de prendre le temps de le relayer à toutes les entreprises que vous connaissez.

Accéder au logiciel : <https://delaispaiements.fedom.org/>

Agenda de la FEDOM

Mercredi 3 juin 2020 : Assemblée Générale de la FEDOM de 8H30 à 14H00

Mercredi 3 et Jeudi 4 juin 2020 : Assises économiques des Outre-mer dont la FEDOM est partenaire

Flash spécial sur la première édition des Assises économiques des Outre-mer qui aura lieu en juin 2020

Organisées par le groupe Ouest-France, le magazine le Marin et l'agence ILAGO, avec le soutien du Ministère des Outre-mer, en partenariat avec la FEDOM et le Cluster maritime français, les premières Assises économiques des outre-mer auront lieu les 3 et 4 juin 2020 à Paris, après l'Assemblée générale de la FEDOM.

Cet évènement qui rassemblera l'ensemble des milieux économiques des Outre-mer a notamment pour



objectif de mettre en valeur l'excellence ultramarine.

La FEDOM recrute

Dans le cadre de l'accroissement de ses activités, la FEDOM recrute un stagiaire assistant DATA MANAGEMENT.

Merci d'adresser vos candidatures à l'adresse courriel : contact@fedom.org

<https://fedom.org/2020/02/14/la-fedom-recrute-stagiaire-assistant-data/>

LA FEDOM DANS LA PRESSE

Retour en images sur les vœux de la FEDOM du jeudi 30 janvier 2020

<https://fedom.org/2020/02/06/voeux-de-la-fedom-du-jeudi-30-janvier-2020/>

Retour en images sur les commissions thématiques de la FEDOM du mercredi 29 janvier 2020

<https://fedom.org/2020/02/06/commissions-de-la-fedom-du-29-janvier-2020/>

Signature d'un partenariat entre la FEDOM et l'OCTA

Le Président de la FEDOM **Jean-Pierre PHILIBERT** et le Président du Comité exécutif de l'OCTA **Olivier GASTON** ont signé à Paris une convention de partenariat.

<http://97land.com/signature-dun-partenariat-entre-la-fedom-et-locta/>

VIE DES ADHERENTS

Lettre de la FRBTP aux candidates et candidats aux élections municipales de mars 2020

La FRBTP a élaboré un livret afin d'interpeller les candidats aux municipales à La Réunion, et leur demander de s'engager sur 14 actions en faveur du secteur du BTP.

<https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/02/FRBTP-MUNICIPALES-2020-14-Propositions-dactions-20200213.pdf>

Un nouveau président pour Digital Réunion

C'est **Stéphane Colombel** qui succède à **Philippe Arnaud** à la présidence de Digital Réunion. Directeur d'une École supérieure de l'informatique, le nouveau président entend faire le focus sur la structuration de la filière pour les deux prochaines années.

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2020/02/13/Un-nouvelle-presidence-pour-Digital_599264

Reprise de l'ancien site du Kalenda : le projet de Patrick Vial-Collet en tête

L'Établissement public foncier (EPF) de Martinique a indiqué, à l'issue de la tenue du jury le 9 janvier dernier, que le projet porté par l'hôtelier **Patrick Vial-Collet** pour la reprise de l'ancien site du Kalenda était celui qui présentait les meilleures garanties tant financières que d'expertise et de savoir-faire.

Source : Interentreprises

Pascal de Izaguirre : "Corsair entend bien rester et développer sa présence"

Une nouvelle feuille de route, tracée il y a 9 mois seulement, est en train de prendre forme. Interview du PDG de Corsair.

https://www.zinfos974.com/Pascal-de-Izaguirre-Corsair-entend-bien-rester-et-developper-sa-presence_a149287.html

CMA CGM partenaire d'Energy Observer sur l'hydrogène carburant

Après le gaz naturel liquéfié et les biocarburants issus de déchets recyclés, le 4ème acteur mondial du transport maritime conteneurisé a choisi d'explorer aussi la piste de l'hydrogène en nouant un partenariat avec Energy Observer.

<https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/chantiers-navals/35953-cma-cgm-partenaire-denergy-observer-sur-lhydrogene>

Air Caraïbes ajoute Cancun à son réseau

La compagnie aérienne Air Caraïbes lancera l'automne prochain une nouvelle liaison entre Paris et Cancun, sa première destination au Mexique.

<https://www.air-journal.fr/2020-02-06-air-caraibes-ajoute-cancun-a-son-reseau-5218031.html>

Les patrons polynésiens en opération séduction à Fidji

Medef, CPME et CCISM : c'est autour de ces trois entités, représentant chacune à leur manière le secteur privé polynésien, que s'est formé le French Polynesia Regional Group (FPRG). En novembre dernier, le pays a officiellement confié à cet organisme associatif la mission d'accompagner la Polynésie et ses entreprises dans leur intégration régionale.

<https://www.radio1.pf/les-patrons-polynesiens-en-operation-seduction-a-fidji/>



Le Conseil départemental de la Guadeloupe et le groupe Action Logement renforcent leur coopération

C'était en tous cas l'objectif affiché de la rencontre entre **Josette Borel Lincertin** et **Bruno Arcadipane**, le président d'Action Logement. Les discussions ont porté sur le plan d'investissement volontaire dans le domaine de l'habitat et du logement social.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/conseil-departemental-groupe-action-logement-renforcent-leur-cooperation-799957.html>

Le Réunionnais Dominique Vienne, nouveau membre du Comité exécutif de la CPME nationale en charge des Outre-mer

L'ancien président de la CPME Réunion et actuel président du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER) de La Réunion intègre le nouveau comité exécutif de la CPME nationale ce 12 février présidée par **François Asselin**.

<https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/02/CPME-Réunion-Communiqué.pdf>

Save the date : ouverture de la Semaine de l'Industrie en Martinique

Organisée par l'AMPI, elle aura lieu du 30 mars au 5 avril avec une cérémonie d'ouverture le mardi 31 mars à 10H00. Pour plus d'informations, merci de contacter l'AMPI industrie@ampi.mq

VIE DES PARTENAIRES

En 2019, La Banque des Territoires a été « un acteur clé » dans les Outre-mer

Lors de la présentation de ses vœux le 13 janvier dernier, le Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), **Éric Lombard**, est revenu sur le bilan 2019 de la Banque des Territoires dans les Outre-mer. Un bilan notamment marqué par l'engagement dans le logement social.

<http://outremers360.com/economie/en-2019-la-banque-des-territoires-a-ete-un-acteur-cle-dans-les-outre-mer/>

Total : le marché du GNL marin à 20 millions de tonnes en 2030

Jérôme Leprince-Ringuet, directeur général de Total marine fuels global solutions (TMFGS), détaille, dans un entretien au marin, la percée du GNL marin, dont la major française est l'un des deux plus gros fournisseurs mondiaux avec Shell.

<https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/shipping/35975-total-le-marche-du-gnl-marin-20-millions-de-tonnes-en-2030>



Action Logement engage 300 millions d'euros en Martinique

Dans le cadre du déploiement de son Plan d'investissement volontaire Outre-mer, une délégation du Groupe Action Logement menée par le président **Bruno Arcadipane** est actuellement en Martinique. Une enveloppe de 300 millions d'euros sera consacrée à la revitalisation des centre-bourgs et des centre-ville et à la facilitation de l'accès au parc locatif pour les jeunes sur le territoire.

<http://outremers360.com/economie/logement-social-en-outre-mer-action-logement-engage-300-millions-deuros-en-martinique/>

<https://www.lagazettedescommunes.com/660337/le-bras-de-fer-entre-le-medef-et-les-elus-locaux/>

BREVES

Coup d'envoi d'Outre-mer La 1ère, le portail des outre-mer, le 31 mars prochain

En visite à La Réunion, **Delphine Ernotte Cunci**, PDG du groupe France Télévisions a dévoilé en avant-première mardi 11 février, le nom du portail des Outre-mer dont le lancement est confirmé pour le 31 mars prochain. Ce portail est l'un des engagements pris par France Télévisions dans le cadre du Pacte pour la Visibilité des Outre-mer.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/coup-envoi-outre-mer-1ere-portail-outre-mer-31-mars-prochain-799139.html>

Réchauffement climatique, l'Outre-mer en première ligne

Emmanuel Macron a présidé mercredi 12 février un conseil de défense écologique portant notamment sur l'adaptation du pays au réchauffement climatique. Les territoires d'Outre-mer sont particulièrement exposés, notamment en raison de l'élévation du niveau de la mer.

<https://www.la-croix.com/environnement/Rechauffement-climatique-loutre-mer-premiere-ligne-2020-02-12-1201077777>

Les Antilles-Guyane et La Réunion « invitées » à s'ouvrir à la circulation internationale

Dans un livre, **Alain Miroite** (par ailleurs avocat et administrateur judiciaire), met en parallèle le développement socio-culturel et structurel des Antilles-Guyane et de La Réunion, avec leur développement économique. Les deux ne seraient pas en corrélation selon l'auteur.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/administrateur-alain-miroite-invite-antilles-guyane-reunion-s-ouvrir-circulation-internationale-797727.html>

Transport maritime : le « oui mais » du secteur privé au green deal européen

Dans une position commune, quinze organisations européennes du secteur du transport se prononcent sur le pacte vert proposé par la nouvelle présidente de la Commission européenne le 11 décembre.

<https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/shipping/35968-green-deal-le-oui-mais-du-secteur-privé>

La Réunion : 5 % des entreprises créent plus de la moitié de la richesse

Quelles orientations économiques pour La Réunion, qui décide, quelle stratégie à l'échelle de notre territoire ? Enjeux évoqués avec **Dominique Vienne**, président du Conseil économique social environnemental régional (Ceser) sur le plateau d'Antenne Réunion.

<https://www.linfor.re/la-reunion/economie/5-des-entreprises-creent-plus-de-la-moitie-de-la-riche>

Le groupe hôtelier Barrière débarque pour la première fois dans les Caraïbes

C'est une première pour un groupe centenaire, symbole de l'hôtellerie de luxe : Barrière traverse l'Atlantique et va s'implanter à Saint-Barth. L'Hôtel Barrière Le Carl Gustaf propose 23 chambres, suites et bungalows, en ajoutant la touche 5 étoiles à la manière française.

https://www.tourmag.com/Le-groupe-hotelier-Barriere-debarque-pour-la-1ere-fois-dans-les-Caraibes-video_a102272.html

À La Réunion, Leclerc crée un « Marché Pé'i » avec les producteurs locaux

Suite à un partenariat entre Leclerc et des producteurs locaux de La Réunion, un « Marché Pé'i » a pris place sur le parvis du nouveau centre commercial les Terrass à Saint-Joseph, ces 13 et 14 février. Deux jours pour exposer fruits et légumes, confitures, tisanes et plantes.

<http://outremers360.com/societe/a-la-reunion-leclerc-cree-un-marche-pei-avec-les-producteurs-locaux/>

Laurent Lemaître, président du Club Export Réunion : "Exportons et vendons notre savoir-faire"

Pierrot Dupuy reçoit **Laurent Lemaître**, président du Club Export, association ayant pour objectif "d'aider les entreprises réunionnaises à partir à l'export" dans les pays alentours. Des entreprises qui sont majoritairement des TPE-PME, tissu économique réunionnais oblige.

https://www.zinfos974.com/Laurent-Lemaître-président-du-Club-Export-Reunion-Exportons-et-vendons-notre-savoir-faire_a149233.html

Guadeloupe : "Donne moi des ailes" : une nouvelle expérience d'insertion pour les 15/29 ans

C'est une première. L'état et l'association Annou Soti basée à Basse-Terre, lancent une nouvelle expérience d'insertion, intitulée "Donne moi des ailes". Il s'agit d'accompagner, financièrement et sur le plan administratif, le projet économique d'un jeune entre 15 et 29 ans.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/basse-terre/donne-moi-ailles-nouvelle-experience-insertion-1529-ans-799977.html>

Indemnités de déplacement en Outre-mer

Le site de l'URSSAF dévoile la nouvelle valeur des indemnités grand déplacement en Outre-mer à compter du 1^{er} janvier 2020.

Remboursement « au réel » :

Les remboursements de frais de repas et d'hébergement exposés par les salariés à l'occasion d'un déplacement professionnel en Outre-mer sont exclus de l'assiette des cotisations sans limite de montant à concurrence du montant des dépenses justifiées par la production de factures.

Remboursement « Forfaitaire » :

On distingue 2 catégories :

Catégorie 1 Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon

- Hébergement 70€
- Repas 17,50€

Catégorie 2 : Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française

- Hébergement 90€
- Repas 21€

Ces montants sont réduits de 15% à compter du premier jour du 4^{ème} mois, dans le cadre d'un déplacement supérieur à 3 mois et inférieur à 2 ans, de 30% à compter du premier jour du 25^{ème} mois si la mission se poursuit au-delà de 24 mois et dans la limite de 4 ans.

Source: URSSAF

Modification du BOFIP relatif aux plafonds de loyer, de ressources et d'investissement applicables aux investissements outre-mer

Le BOFIP a actualisé le 06 février dernier les plafonds de loyers et de ressources applicables aux investissements outre-mer dans le secteur du logement intermédiaire via la réduction d'impôt prévue à l'article 199 undecies A du CGI, la déduction fiscale en faveur des investissements réalisés par les sociétés soumises à l'IS prévue aux articles 217 undecies et 217 duodecies du CGI et le crédit d'impôt en faveur des investissements productifs outre-mer prévu à l'article 244 quater W du CGI.

- S'agissant des plafonds de loyers, pour les baux conclus en 2020 avec un nouveau locataire ou faisant l'objet en 2020 d'un renouvellement exprès, le loyer annuel par mètre carré de surface habitable, charges non comprises, ne doit pas excéder :
 - 178 € dans les départements d'outre-mer (DOM), à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin ;
 - 218 € à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises.
- S'agissant des plafonds annuels de ressources, pour les baux conclus en 2020 :

Plafonds annuels de ressources		
Composition du foyer du locataire	Plafonds annuels de ressources	
	DOM, Martin, Barthélemy	Saint-Saint-Polynésie française, Nouvelle Calédonie, îles Wallis et Futuna, Terres australes et antarctiques françaises et Saint-Pierre-et-Miquelon
Personne seule ⁽¹⁾	32 877 €	31 200 €
Couple	60 799 €	57 701 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	64 315 €	61 037 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	67 833 €	64 376 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	72 530 €	68 833 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	77 230 €	73 292 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	+ 4 937 €	+ 4 685 €

(1) Ce plafond est multiplié par le nombre de personnes cotitulaires du bail lorsqu'elles appartiennent à des foyers fiscaux distincts.

JOURNAL OFFICIEL

JO du 7.02.2020

Avis n° 2020-02 du 5 février 2020 relatif à un projet de décret portant modification du cahier des charges de la société nationale de programme France Télévisions

JO du 8.02.20220

Arrêté du 4 février 2020 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public foncier et d'aménagement de **Mayotte**

Arrêté du 28 janvier 2020 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre des outre-mer – **Gaëlle Nerbard**

JO du 9.02.2020

Arrêté du 5 février 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture du concours externe et du second concours interne de recrutement de professeurs des écoles stagiaires à **Mayotte**

JO du 12.02.2020

Décret n° 2020-111 du 11 février 2020 fixant le montant minimum de la garantie financière des entreprises de travail temporaire à **Mayotte**

Arrêté du 7 février 2020 fixant les montants des aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique, aux dispositifs d'insertion implantés en milieu pénitentiaire et à **Mayotte**

Arrêté du 3 février 2020 portant ouverture en 2020 de trois concours (externe, interne et troisième concours) d'accès au cadre d'emplois des attachés territoriaux pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux par le centre de gestion de **Guyane**

JO du 13.02.2020

Avis relatif à l'élargissement de la convention collective nationale des services automobiles à **La Réunion**

JO du 14.02.2020

Arrêté du 13 février 2020 pris pour l'application des articles 199 undecies C, 200 quater, 244 quater U et 278-0 bis A du code général des impôts et de l'article 2 du décret n° 2020-26 du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique

Arrêté du 11 février 2020 portant nomination au cabinet de la ministre des outre-mer – **Baptiste Blanchard**

Arrêté du 29 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 12 juillet 2010 relatif à l'exploitation de services de transport aérien par la société Air Austral

JO du 15 février

Arrêté du 13 février 2020 portant nomination de la directrice de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de **Martinique**



Décision n° 2020/26/TAéO/4 du 5 février 2020 relative au projet de tramway Nord TAéO à Saint-Denis de **La Réunion** communauté intercommunale du Nord Réunion (CINOR)

JO du 16 février

Arrêté du 13 février 2020 relatif à l'exploitation de services de transport aérien réguliers entre la France et le Brésil par les sociétés Air France et French Bee

Décret n° 2020-126 du 14 février 2020 autorisant la cession à l'euro symbolique d'une fraction de l'ensemble immobilier domanial dénommé « Arsenal de la marine - Zone de réparation navale », sis à Papeete (**Polynésie française**), reconnu inutile par le ministère des armées

Décret n° 2020-127 du 14 février 2020 modifiant les décrets n° 2018-300 du 25 avril 2018 et n° 2018-424 du 30 mai 2018, pris pour l'application des articles 3 et 4 de la loi organique n° 2018-280 du 19 avril 2018 relative à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la **Nouvelle-Calédonie**